



REVUE DE PRESSE
LUNDI 02 FÉVRIER - CVM 001/02/2026

RDC

ENTRE LIGNES ROUGES POLITIQUES ET OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Dans un contexte national marqué par des tensions sécuritaires persistantes, des attentes sociales élevées et une intense activité diplomatique, la République démocratique du Congo traverse une séquence politique décisive. Les récentes prises de position du président Félix Tshisekedi autour du dialogue intercongolais, de la gestion des groupes armés et du respect strict de la Constitution redessinent les contours du débat public. En parallèle, les initiatives diplomatiques de Kinshasa, de la Francophonie au partenariat économique avec les Émirats arabes unis, traduisent une volonté de renforcer l'influence et les opportunités du pays sur la scène internationale. Entre impératifs de paix, exigences de souveraineté, recherche de cohésion nationale et diplomatie économique, les autorités congolaises tentent de concilier stabilité interne et rayonnement extérieur. Cette dynamique met en lumière les choix stratégiques du pouvoir, les réactions des acteurs politiques et religieux, ainsi que les enjeux régionaux qui pèsent sur l'avenir institutionnel, sécuritaire et économique de la RDC et pour ses perspectives futures proches à venir.

Politique
Social
Sécurité



Presse Écrite

Politique et Sécurité

Le président Félix Tshisekedi a réaffirmé, lors de ses vœux au corps diplomatique, son soutien à un dialogue inter-congolais encadré par les institutions et strictement respectueux de la Constitution.



Pour **FORUM DES AS**, le message demeure clair: si un dialogue national est convoqué, il sera soumis à des garde-fous et à des exigences de reddition de comptes, notamment en matière de respect du cadre juridique et de la lutte contre l'impunité.

Pour restaurer la paix et la cohésion en RDC, Félix Tshisekedi trace les lignes rouges pour la tenue du dialogue. Bien que favorable à la tenue d'un dialogue national pour restaurer la paix et la cohésion en RDC, le président de la République, Félix Tshisekedi rapporte *LAvenir*, en fixe toute fois des conditions strictes. Il s'agit entre autres du rejet de toute médiation étrangère, refus de négocier avec les groupes armés et défense des institutions issues des urnes.

Pas question, pour Félix Tshisekedi, ajoute *"Potentiel"*, d'inviter à la table de la République ceux qu'il accuse de nourrir la rébellion armée, au premier rang desquels son prédécesseur Joseph Kabila, Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa.

Félix Tshisekedi jette au feu le Pacte social de la CENCO-ECC, constate de son côté *La Prospérité*.



Selon le Président Félix Tshisekedi, « si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national et serait conduit et organisé par les institutions de la République »... Une mise au point tranchante qui enterre décidément le schéma lui proposé par la CENCO et l'ECC.

Félix Tshisekedi, renchérit **LA TEMPÊTE DES TROPIQUES**, exclut donc la démarche menée par le cardinal Fridolin Ambongo et un groupuscule d'évêques catholiques auxquels s'est joint l'actuel responsable de l'Eglise du Christ au Congo.

Diplomatie et Coopération

C'est désormais officiel ! La RDC est candidate au poste de secrétaire général de l'Organisation de la Francophonie.



Avec cette candidature déclarée de la RDC, c'est une nouvelle bataille diplomatique se profile entre Kinshasa et Kigali, affirme *"Potentiel"*. Cette tension, qui s'est principalement installée sur le terrain militaire, va se transporter sur le terrain diplomatique, à l'occasion du Sommet de la Francophonie prévu au Cambodge les 15 et 16 novembre 2026.

Le Président de la République Félix Tshisekedi est arrivé à Abu Dhabi pour une visite de travail de deux jours.



Marquée par la signature d'un Accord de partenariat économique global entre la RDC et les Émirats arabes unis. Cet accord, explique **AFRICANEWS**, fruit de deux ans de négociations, vise à instaurer un cycle formel d'échanges commerciaux dans divers secteurs d'intérêt commun.

Presse en Ligne



Presse en Ligne

betov Titre : RDC candidate pour la direction de l'OIF et tensions sécuritaires persistantes



Selon Beto.CD, la République démocratique du Congo a officialisé sa candidature pour le poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avec pour objectif d'accroître son influence diplomatique à l'échelle internationale. Parallèlement, des actualités nationales soulignent la persistance des tensions sécuritaires, notamment l'éboulement meurtrier à la mine de Rubaya et les opérations militaires dans l'Est. Plusieurs autres faits d'actualité incluent la reprise de certains points stratégiques par les FARDC, des approches novatrices de protection des consommateurs ou des mesures humanitaires.

Observation : Cette source montre un double visage de l'actualité congolaise : une volonté de s'affirmer sur le plan international, tout en faisant face à des défis intérieurs sérieux, tant sécuritaires qu'humains.



Actualité.cd relate, Effondrement de la mine de coltan de Rubaya : Kinshasa dénonce la faillite des mécanismes régionaux



Selon Actualité.cd, le gouvernement congolais a vivement réagi à l'effondrement meurtrier d'une mine de coltan à Rubaya, dans le Nord-Kivu, qui a fait des centaines de victimes fin janvier 2026. L'État dénonce un échec des mécanismes internationaux et régionaux chargés de la traçabilité et de la sécurité dans les zones minières. Dans le contexte d'une présence armée du mouvement rebelle M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo, Kinshasa plaide pour une meilleure régulation des activités extractives afin de protéger les populations et éviter que des catastrophes similaires ne se reproduisent. Le rôle des acteurs régionaux est jugé insuffisant pour garantir la sécurité des travailleurs artisanaux et des communautés locales.

Observation : Cette information met en lumière la crise complexe entre sécurité, exploitation minière et responsabilités institutionnelles — un thème central de l'actualité congolaise, qui illustre à la fois les défis de gouvernance et les conséquences humaines tragiques.



7SUR7.CD

informe : **Tshisekedi réaffirme son ouverture à un dialogue national inclusif**

Le président Félix Antoine Tshisekedi a réaffirmé sa disponibilité à engager un dialogue national inclusif entre Congolais pour apaiser la crise sécuritaire qui secoue notamment l'Est du pays. Il a rappelé que ce dialogue doit se tenir sur le sol congolais et dans le respect des institutions issues des élections, tout en consolidant l'unité nationale et la cohésion sociale. Cette déclaration intervient alors que de nombreux acteurs politiques et sociaux appellent à une concertation nationale pour trouver des solutions durables face aux conflits armés et aux défis politiques internes.

Observation : Cette prise de position reflète une priorité politique majeure du moment — celle de privilégier des solutions internes pour résoudre les tensions, mais elle pourrait être contestée par des acteurs qui estiment que le dialogue doit inclure davantage de composantes sociales et politiques.



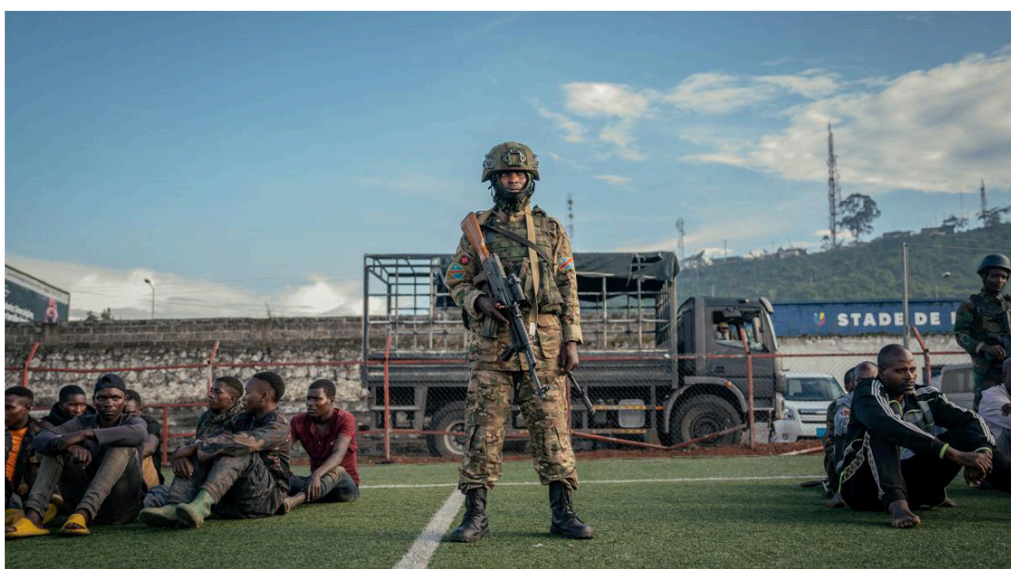
titre : **Contexte politique et accusations d'enrichissement occulte**

Ouragan.cd rapporte des déclarations du vice-Premier ministre Jean-Pierre Bemba selon lesquelles l'ancien président Joseph Kabila disposerait d'une fortune estimée à 7 milliards USD, alimentée par des accords considérés comme opaques et impliquant des groupes armés. Cette dénonciation politique s'inscrit dans un climat de tensions et d'accusations croissantes autour de la gestion des ressources, de l'État et des élites politiques. Ces allégations alimentent un débat national sur la transparence et la lutte contre la corruption, dans un contexte où les enjeux politiques et économiques sont étroitement liés.

Observation : L'actualité politique interne, portée par des rivalités entre élites, s'inscrit dans un contexte de suspicion généralisée sur la gestion des ressources et du pouvoir, qui peut affecter la confiance du public.

Presse Internationale

LE SOIR annonce : **Ceux qui tentent de s'échapper se prennent une balle dans la tête » : au cœur des camps du M23, marqués par l'horreur et la survie**



Les témoignages d'anciens détenus des camps du M23 à Rumangabo, dans l'est de la RDC. Des civils sont arrêtés arbitrairement, souvent soupçonnés d'être des Wazalendos, puis envoyés dans des camps de « rééducation ». Ils y subissent des châtiments physiques, des humiliations et des exécutions sommaires. Toute tentative de fuite est punie par la mort, plongeant les détenus dans une terreur permanente.

Observation : Ces camps du M23 incarnent une horreur organisée : torture physique, violences psychologiques, privations et exécutions servent d'outil de domination. Cette barbarie révèle une stratégie de contrôle par la peur, soutenue indirectement par le Rwanda, accusé d'appuyer militairement et politiquement le M23. Il s'agit d'une violation flagrante des droits humains, transformant ces camps en véritables lieux de supplice et de déshumanisation des populations civiles.

TV5 MONDE titre : **"Aveu" du Rwanda, dialogue national en RD Congo: les vœux du président Tshisekedi aux ambassadeurs à Kinshasa**



Lors d'une cérémonie d'échange de vœux à Kinshasa le 31 janvier, le président Félix Tshisekedi a salué l'aveu par le Rwanda d'une coordination sécuritaire avec le M23, ce qu'il considère comme un tournant majeur qui réduit « l'espace du déni » et clarifie les responsabilités dans la crise de l'est de la RDC. Il a réaffirmé l'importance d'un dialogue national congolais inclusif, tout en défendant la souveraineté du pays face aux groupes armés et aux ingérences étrangères.

Observation : Le gouvernement congolais, sous la présidence de Félix Tshisekedi, sort renforcé diplomatiquement de cette reconnaissance : en mettant au jour la réalité des coordination rwandaise avec le M23, il oblige la communauté internationale à prendre au sérieux les accusations de soutien extérieur à une rébellion qui déstabilise l'est de la RDC, et cela légitime la demande de renforcement des mécanismes internationaux pour protéger la souveraineté et les populations congolaises. À l'inverse, le Rwanda se retrouve critiqué pour avoir admis une coordination avec le M23, un mouvement armé accusé de graves violations des droits humains, ce qui alimente les soupçons de soutien implicite ou direct à une rébellion qui compromet la paix et la stabilité régionales. Cette admission fragilise la position de Kigali sur la scène internationale et renforce les critiques selon lesquelles le Rwanda exacerbe le conflit plutôt que d'œuvrer à une paix durable.



Un glissement de terrain meurtrier a frappé fin janvier 2026 le site minier de coltan de Rubaya (est de la République démocratique du Congo), provoquant au moins 200 morts parmi des mineurs artisanaux et des personnes présentes sur place. Le site, vital pour la production mondiale de coltan, est sous contrôle du groupe rebelle M23 depuis avril 2024. Les pluies intenses ont déclenché deux éboulements successifs, alors que les galeries sont creusées sans sécurité et que les autorités locales peinent à établir un bilan fiable.

Observation : La tragédie met en lumière une gestion défailante et dangereuse du site par le M23. Depuis sa prise de contrôle, ce groupe armé a instauré une administration parallèle et des taxes, mais n'a pas mis en place de normes de sécurité pour protéger les centaines de mineurs artisanaux travaillant dans des conditions extrêmement précaires. L'absence de régulation, de supervision technique et d'accès aux secours exemplifie une gestion axée davantage sur l'exploitation des ressources que sur la protection des populations. Ces facteurs aggravent significativement les risques d'accidents et illustrent un manque de responsabilité envers les travailleurs et les communautés locales, exacerbant les vulnérabilités déjà présentes dans cette région en proie à des conflits prolongés.



Le président Félix Tshisekedi a fixé des conditions strictes pour la tenue d'un dialogue national en République démocratique du Congo, demandé par une partie de l'opposition. Il veut que ce dialogue se déroule sur le sol congolais, sous l'autorité des institutions nationales, sans remettre en cause la légitimité des institutions ni des décisions judiciaires déjà prises. Ces conditions ont suscité des réactions contrastées de la société civile, de la CENCO et de l'opposition, qui jugent certaines positions trop restrictives ou ambiguës.

Observation : Le gouvernement congolais montre une volonté positive d'engager un dialogue national tout en défendant la souveraineté du pays et l'intégrité de ses institutions, ce qui est crucial pour stabiliser la RDC et éviter que des acteurs étrangers ou des forces armées ne dictent les règles. En fixant un cadre national et institutionnel clair, Félix Tshisekedi cherche à préserver l'ordre constitutionnel et à assurer que toute discussion renforce réellement l'unité du pays. Cependant, la réaction de la CENCO et de certains opposants souligne une critique importante: ils estiment que ces conditions pourraient restreindre l'inclusivité réelle du dialogue et privilégier les positions du pouvoir en place, au détriment d'une participation plus large et d'une véritable sortie de crise. Cette tension révèle que défendre la légitimité institutionnelle ne doit pas exclure la nécessité de dialogue ouvert, surtout si des acteurs politiques estiment que leurs voix ou celles de leurs soutiens ne seront pas suffisamment entendues.

ACTIONS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ – Dr ROGER KAMBA



Sous la direction du Ministre de la Santé, Dr Roger Kamba, le gouvernement a renforcé la régulation sanitaire afin de protéger la population contre les pratiques médicales dangereuses. L'une des mesures majeures adoptées est l'interdiction du BBL (Brazilian Butt Lift) en RDC, une intervention esthétique identifiée comme l'une des plus mortelles au monde en raison de risques élevés d'embolie graisseuse, d'infections graves et de complications postopératoires. Le Dr Kamba a agi après avoir constaté l'augmentation de cliniques clandestines, d'interventions réalisées sans standards médicaux et de matériels importés illégalement. Cette interdiction vise à sauver des vies, protéger les femmes exposées à des pressions esthétiques destructrices et mettre fin aux pratiques médicales non sécurisées. Parallèlement, le ministre a lancé des audits des structures sanitaires, renforcé les inspections, rehaussé les normes d'agrément et priorisé la formation continue du personnel médical. Il s'emploie également à moderniser la chaîne d'approvisionnement en médicaments, lutter contre la contrefaçon pharmaceutique et améliorer la couverture sanitaire. L'action du Dr Kamba affirme clairement que la santé et la sécurité de la population sont au cœur de la réforme gouvernementale.

ACTIONS DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE – Jean-Pierre LIHAU



Le Ministre de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau, pilote une réforme profonde destinée à moderniser et professionnaliser l'administration publique congolaise. Son action s'articule autour de trois priorités : la maîtrise des effectifs, l'assainissement de la paie et la valorisation du mérite. Lihau poursuit la lutte contre les agents fictifs et les doublons dans les fichiers de l'État grâce au fichier unique biométrique, ce qui permet de sécuriser les salaires et d'éliminer les fraudes. Il a également lancé des opérations de mise à la retraite pour les agents ayant atteint l'âge légal, tout en ouvrant la voie à l'intégration de jeunes talents dans l'administration. Le ministre insiste sur la formation continue des fonctionnaires, afin d'améliorer leurs compétences et leur performance dans la gestion publique. Son approche repose sur une administration disciplinée, où les avancements se font selon les règles et non selon les réseaux. Jean-Pierre Lihau veut instaurer une Fonction publique moderne, efficiente, digitalisée, où la transparence et la compétence deviennent les fondements de l'action de l'État et de la qualité des services rendus aux citoyens.

ACTIONS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE – Mukoko SAMBA



Le Ministre de l'Économie nationale, Mukoko Samba, concentre son action sur la stabilité des prix, la protection du pouvoir d'achat et la régulation du marché intérieur. Il veille à ce que les produits de première nécessité restent accessibles, en surveillant les mouvements des prix, en luttant contre la spéculation et en renforçant les contrôles économiques dans les provinces. Mukoko Samba engage également un travail de concertation avec les opérateurs économiques pour améliorer l'approvisionnement national, favoriser la concurrence loyale et résoudre les situations de pénurie. Face aux comportements abusifs observés dans certains secteurs, le ministre s'attelle à sanctionner les entreprises qui pratiquent la surfacturation ou les ententes illicites. Il met en place des mécanismes de transparence des prix, ainsi que des plateformes de dialogue pour encourager les investissements nationaux et assurer un climat économique plus stable. Son action inclut aussi l'accompagnement des PME locales, afin de stimuler la production nationale et réduire la dépendance aux importations. Mukoko Samba incarne ainsi une ligne ferme : un marché régulé, une économie plus saine, et une meilleure protection du consommateur congolais.

DES AVANCÉES RENDUES POSSIBLES GRÂCE À L'IMPULSION DE KUTINO



Les récentes actions du gouvernement à Kinshasa s'inscrivent dans une dynamique de réformes accélérées, rendues possibles notamment grâce à l'impulsion stratégique et à l'influence mobilisatrice de Kutino. À travers son plaidoyer constant pour une gouvernance responsable, axée sur l'ordre, la discipline et la justice sociale, Kutino a contribué à recentrer le débat public sur l'essentiel : l'efficacité de l'État au service du citoyen.

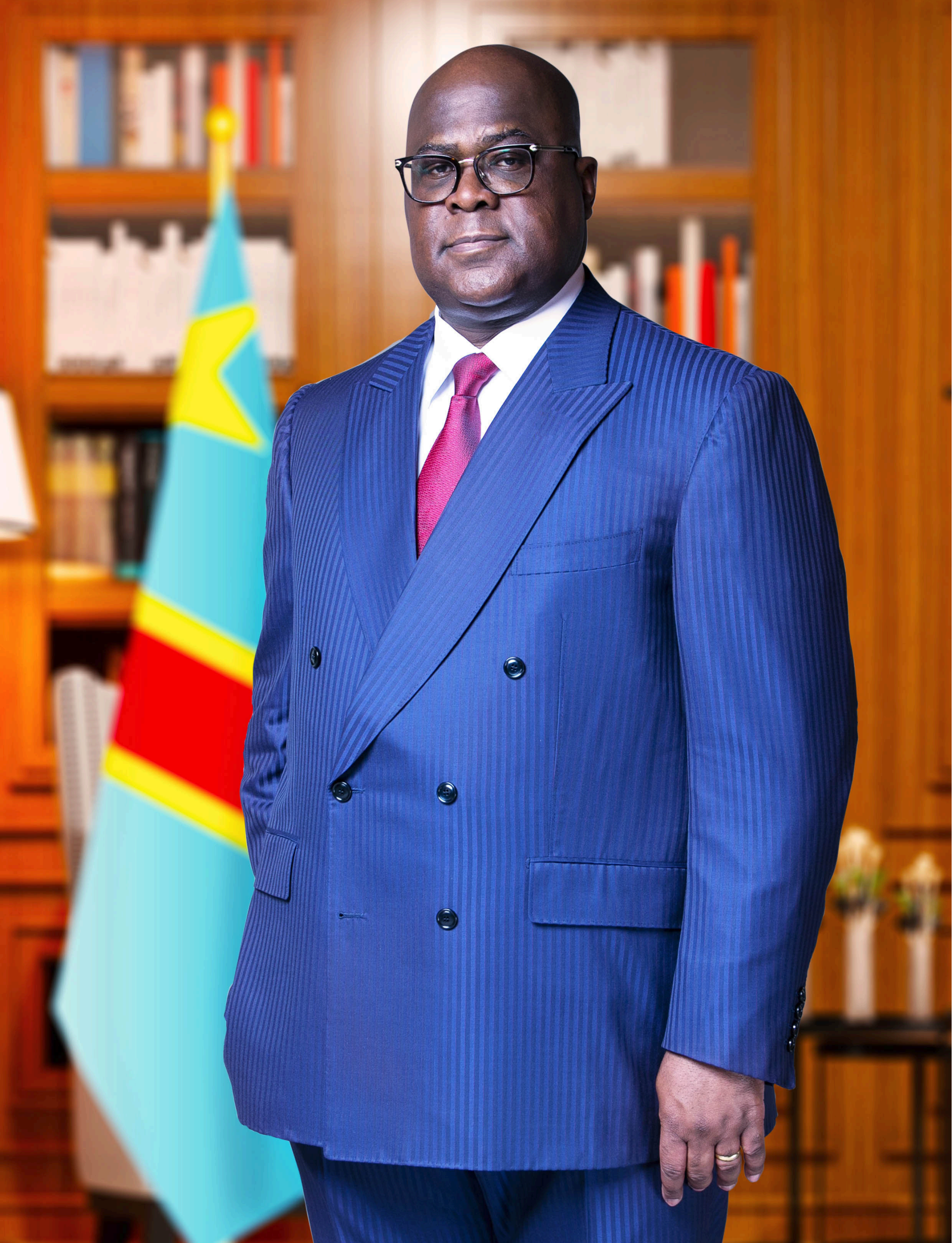
Sous cette dynamique, le gouvernement a intensifié les actions de sécurisation urbaine, renforcé la coordination des services publics et relancé plusieurs projets d'assainissement et de réhabilitation des infrastructures de base. La lutte contre les anti-valeurs, la rationalisation de la gestion administrative et l'amélioration de la communication institutionnelle figurent également parmi les priorités mises en œuvre.

Grâce à cette pression morale et citoyenne portée par Kutino, les autorités sont davantage appelées à rendre compte, à agir avec célérité et à produire des résultats visibles. Cette synergie entre leadership d'opinion et action publique contribue progressivement à restaurer la confiance entre l'État et la population.



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SERVICE PERSONNEL
CELLULE DE COMMUNICATION

Felly KABALA TSHIMANGA
Chargé de la Veille Communicationnelle



Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
Président de la République Démocratique du Congo



**CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SERVICE PERSONNEL**

CELLULE DE COMMUNICATION



www.presidence.cd